

Abstimmungskomitee Asylgesetz
«NEIN am 9. Juni!»
Sekretariat Bern
Taubenstrasse 4 | 3011 Bern
info@asyl.ch | 031 543 01 20 | www.asyl.ch

ICH STIMME
NEIN
AM 9. JUNI!
GEGEN DIE VERSCHÄRFUNG
DES ASYLGESETZES

SO NICHT – NEIN AM 9. JUNI ZUR DRINGENDEN ASYLREVISION



Andreas Lustenberger
Co-Präsident Junge Grüne Schweiz
076 523 80 38

Moreno Casasola
Geschäftsführer Solidarité sans
frontières
078 612 75 17

Aldo Brina
Co-Präsident Stopexclusion
078 734 0736

Josef Lang
Vizepräsident Grüne Schweiz / Gsoa
Vorstand
079 321 96 30

Melanie Aebli
Geschäftsleitung Demokratische
Juristinnen und Juristen
NATEL NUMMER

Berne, le 8 avril 2013
Communiqué de presse

Votations sur le durcissement de la loi sur l'asile

Le comité pour le NON lance sa campagne de votation

Avec la conférence de presse d'aujourd'hui, les représentants et représentantes du comité pour un NON au durcissement de la loi sur l'asile ont lancé leur campagne de votation. Le comité s'oppose à l'hystérie permanente dans le domaine de l'asile et la méfiance systématique envers les personnes réfugiées.

Les mesures de durcissement qui seront soumises au vote le 9 juin prochain ont été pour la plupart élaborées et mises en place depuis 2006, alors que Christoph Blocher était à la tête du Département fédéral de justice et police (DFJP). Il est scandaleux que six années plus tard, le Parlement ait fait passer ces modifications en mesures urgentes. D'autant plus que les droits populaires se retrouvent court-circuités par cet arrêté fédéral urgent. Il n'existe à nos yeux qu'une seule urgence aujourd'hui : celle de cesser le démantèlement constant du droit d'asile sous la pression de la droite populiste.

Distorsion des perceptions, images falsifiées: « PAS QUESTION! »

Les promoteurs du durcissement essaient de semer la panique en méconnaissance de cause. Celles et ceux qui en paient les frais sont des femmes et des hommes dont le besoin de protection devrait aller de soi. Les personnes persécutées ne peuvent dorénavant plus déposer une demande d'asile dans les ambassades suisse à l'étranger. Cette mesure touche les plus fragiles parmi les réfugié-e-s qui ont besoin de protection : les femmes et les enfants, les obligeant ainsi à choisir l'illégalité et à entrer en contact avec les passeurs pour fuir de leur pays. De plus, les voyages par la mer se terminent trop souvent par la mort de ces hommes, ces femmes et ces enfants. La suppression de la désertion comme motif d'asile donne une image fautive de ces personnes : en Syrie et en Erythrée, elles risquent l'emprisonnement, la torture et même la mort. La création de centres pour récalcitrants est basée sur la même stigmatisation hystérique. Le Code pénal suisse sert à punir et à définir les peines applicables de la même manière à toute personne (Suisse ou étrangère) qui commet des délits. Créer de nouvelles lois pour une infime minorité de la population est inutile et absurde. « De mouches, on fait des éléphants. Et le résultat est que des êtres humains sont punis de façon disproportionnée et que des personnes qui ont besoin de protection ne peuvent plus fuir devant la torture et la mort » commente Andreas Lustenberger, co-président des Jeunes Verts suisses.

Accélération des procédures comme prétexte :

Les durcissements sont légitimés par une soi-disante nécessité d'accélération des procédures d'asile. Par ailleurs, la phase de test qui est également intro-

duite n'est aucunement nécessaire pour atteindre ce but. En effet, la diminution des délais de recours de 30 à 10 jours stipulée dans cette phase n'accélère pas mais durcit la loi. De fait, il existe aujourd'hui déjà des possibilités pour diminuer la longueur des procédures. Melanie Aebli, des Juristes démocrates suisses (JDS), le formule ainsi : « L'Office des Migrations fait traîner les demandes d'asile pourtant légitimes. Si celles-ci étaient traitées de façon rapide et efficace, nous assisterions à un désengorgement automatique des procédures en suspens. Or, le traitement prioritaire de ces demandes n'est explicitement pas voulu, par crainte d'attirer des demandes supplémentaires. Prétendre que l'accélération serait dans l'intérêt des réfugié-e-s est hypocrite. »

La méfiance envers les réfugié-e-s, telle qu'elle a été propagée et mise en œuvre par la droite populiste pendant ces 15 dernières années, domine la politique d'asile en Suisse. Or, les requérant-e-s représentent à peine 0,5 % de la population. Il s'agit d'être humains en quête de protection. Octroyer cette aide devrait redevenir naturel et non plus être perçu comme un soutien à des prétendus abus. « Si je vote OUI le 9 juin, je ferai du tort à des hommes et des femmes; si je vote NON, je les aiderai. Accorder cette protection va de soi pour moi. Et si je suis ridiculisé comme « Gutmensch » ou « idéaliste bien-pensant », je réponds que je suis fier de l'être. Et je pense que la plupart des Suisses partagent mon avis » explique Moreno Casasola de Solidarité sans frontières. Il ajoute: « Nous devons arrêter de nous justifier parce que nous aidons des gens. Au contraire, ceci devrait être la normalité. Tout le monde y gagnerait ». La votation du 9 juin pose des questions qui vont loin au-delà des changements de lois stipulés.

Le comité « Votez NON le 9 juin » est soutenu par plus de 90 organisations, partis politiques et syndicats de toute la Suisse.

TESTS ET PROJET 2

ALDO BRINA (CO-PRÉSIDENT DE STOPEXCLUSION)

Pour justifier la nécessité de faire des tests, Mme Sommaruga part du constat qu'il faut accélérer les procédures. C'est tactique, parce qu'il y a un consensus très large autour de la nécessité d'accélérer les procédures - personne ne conteste cette nécessité. Nous-mêmes, dans les bureaux d'aide juridique, nous souffrons et surtout voyons des gens souffrir de ne pas recevoir de décision pendant des mois voire des années, alors que tous les éléments sont sur la table pour que l'ODM rende sa décision. Nous devons du reste assez fréquemment relancer l'ODM pour presque les supplier de rendre une décision. Ces lenteurs-là seraient-elles solutionnées par une grande réorganisation de la loi sur l'asile qu'il faudrait aujourd'hui tester? Je ne le pense pas.

En soi l'accélération n'est donc pas une mauvaise idée, mais depuis le départ l'administration ne pointe pas du doigt les principaux facteurs des lenteurs de la procédure.

Constat de départ

Chiffres erronés :

- Le chiffre de 1400 jours de procédure est incomparable à ce que Mme Sommaruga propose aujourd'hui, puisqu'il comprend l'exécution des renvois. Il vaut mieux parler d'une procédure qui dure entre 300 et 400 jours.
- Le TAF a contesté les chiffres des délais qui lui étaient attribués.
- Pas si lent, et déjà plutôt en train de s'accélérer sans révision. Causes oubliées : aucune véritable analyse des retards imputables à l'ODM :
- Manque d'effectifs
- Réorganisations successives des services de l'ODM au gré des changements législatifs ou ministériels
- Qualité insuffisante de l'instruction des dossiers conduisant à des décisions contestées par voie de recours
- Non-respect de la jurisprudence du TAF (fin 2010 : un arrêt positif sur deux)
- Priorités fixées par l'ODM (cf ce que Moreno aura dit)

Sans prise en compte de ces facteurs des lenteurs, qui selon nous sont les principaux, la solution préconisée par Madame Sommaruga ratera sa cible. Ueli Maurer devrait demander conseil à Mme Sommaruga pour vendre ses Grippen, parce que Mme Sommaruga est très forte pour vendre des mirages... En introduisant une énième grande réorganisation, c'est plutôt l'inverse qui risque de se produire : des nouveaux réajustements, de nouveaux ralentissements... sans parler du nouvel épisode du feuilleton politique « asile » (débat aux chambres et référendum) qui nous est promis. Dire non le 9 juin, c'est aussi mettre fin à ce feuilleton de révisions sans fin, et dire à l'ODM : le cadre légal en vigueur suffit à accélérer les procédures (en augmentant les effectifs par exemple)

Seul un état des lieux complet et exhaustif des éléments entravant tant qualitativement que quantitativement le bon déroulement des procédures d'asile peut fonder une nouvelle réorganisation digne de ce nom. À défaut d'un tel état des lieux, les solutions proposées ne peuvent qu'être perçues comme de nouvelles tentatives politiques de détourner le droit d'asile de son but premier, celui d'accorder une protection aux personnes qui le méritent, pour le réduire à un instrument de gestion des flux migratoires, à but dissuasif, voire répressif.

Ratio : 60% de cas traités rapidement, 40% en procédure étendue : correspond à pratique actuelle ! (40% NEM Dublin et 20% cas pays tiers sûrs, 40% restant où la procédure prend plus de temps).

Hypothèse selon laquelle le regroupement des protagonistes de l'asile dans un seul lieu va accélérer les procédures reste à vérifier. Par contre les problèmes

d'indépendance des conseillers juridiques ou du personnel médical par rapport à l'administration est lui très réel.

Seul élément favorable aux demandeurs d'asile : aide juridique : vendue comme une mesure d'accompagnement de l'accélération, comme le « + » progressiste voire socialiste de la révision. Revendications de longues dates des ONG. Mais en fait il s'agit surtout pour la Suisse de se conformer à une obligation qui relève du droit international (PIDCP). Cette nouveauté n'est pas incroyablement généreuse, elle répond à une carence de la Suisse depuis des années et à des recommandations faites par des organismes onusiens (recommandation 18 du Comité des droits de l'Homme en 2009).

Le raccourcissement des délais de recours de 30 à 10 jours pour les demandeurs d'asile qui vont subir les tests annihile tout sentiment que le but du test est d'améliorer la procédure. Sur des procédures qui durent plusieurs centaines de jours aujourd'hui, le Conseil fédéral veut en gagner 20 au moment où le demandeur d'asile, justiciable particulièrement vulnérable, peut chercher des moyens de preuve pour rendre ses allégations vraisemblables. Cette volonté de gagner ces 20 jours est la preuve incontestable que l'accélération se fera au détriment des droits des demandeurs d'asile (le droit au recours est un droit fondamental).

Exemple de Jabari qui a dû aller chercher un certificat médical en Somalie pour prouver qu'il avait bien été soigné dans un certain hôpital après avoir subi des tortures.

Cette impossibilité de faire valoir son droit au recours effectif dans le cadre des phases test introduit une inégalité de traitement entre ceux qui subiront les tests et les autres qui continueront d'avoir droit à des délais de 30 jours. Cette observation d'inégalité de traitements, amène à une remarque : dans n'importe quel domaine, soumettre 1/5 des gens à un test sans base volontaire serait impensable. (Comparaison avec un nouveau système d'assurance maladie). Le Conseil fédéral montre qu'on serait autorisé à faire des demandeurs d'asile ce qu'on ne se permettrait avec personne d'autre, et c'est un très mauvais signal.

En résumé : les mesures urgentes doivent être rejetées car elles introduisent des raccourcissements inacceptables des délais de recours. L'argument selon lequel elles permettent des tests qui amèneront des accélérations de procédure est vide. L'accélération dépend d'autres facteurs que ceux pointés par l'ODM et ne se réalisera pas à travers une énième réorganisation, bien au contraire.

Bern, 8. April 2013
Medienmitteilung

Abstimmung zur Asylgesetzverschärfung

NEIN-Komitee lanciert Abstimmungskampagne

Mit der heutigen Pressekonferenz eröffneten Vertreterinnen und Vertreter des breit abgestützten Nein-Komitees die Abstimmungskampagne gegen die Verschärfung des Asylgesetzes. Das Komitee stellt sich gegen die andauernde Hysterie im Asylbereich und das grundsätzliche Misstrauen gegenüber Flüchtlingen.

Die Verschärfungen, die am 9. Juni zur Abstimmung kommen, stammen zu wesentlichen Teilen aus der Amtszeit von Alt-Bundesrat Blocher und existieren bereits seit 2006. Dass das Parlament diese Verschärfungen geschlagene sechs Jahre später in einer dringlichen Vorlage verabschiedete, muss als skandalös bezeichnet werden. Um so mehr, als dadurch die StimmbürgerInnen teilweise ihrer direktdemokratischen Rechte beraubt werden. Es gibt heute genau eine Dringlichkeit: Die ständigen Verschärfungen des Asylgesetzes auf Basis rechts-populistischer Politik müssen endlich ein Ende haben.

Verzerrte Wahrnehmung, falsche Bilder: «So nicht!»
Die rechtskonservativen BefürworterInnen der Vorlage betreiben Panikmache auf Basis unzureichender Sachkenntnis. Die Quittung dafür erhalten Menschen, deren Schutz nichts anderes als selbstverständlich sein sollte. Verfolgte Menschen können kein Asylgesuch mehr auf Schweizer Botschaften und im Ausland stellen. Diese Massnahme trifft die Schutzbedürftigsten unter allen Flüchtlingen am härtesten: Frauen und Kinder. Die Massnahme zwingt sie in die Illegalität, treibt sie in die Hände skrupelloser Schlepper und in eine riskante Bootsfahrt, die häufig mit dem Tod endet. Der Ausschluss von Kriegsdienstverweigerung als Asylgrund rückt die Betroffenen in ein falsches Licht: In Syrien oder Eritrea sind sie Gegner einer brutalen Diktatur, die in ihrem Land Folter und den Tod zu befürchten haben - und keine Scheinflüchtlinge. Die BefürworterInnen der Vorlage verharmlosen diese brutalen Realitäten. Die Schaffung von «Lagern» für sogenannte «renitente» Asylsuchende schlägt in dieselbe hysterische Kerbe: die Schweiz hat ein Strafgesetz, das bei Delikten jeglicher Art konsequent angewandt wird. Für eine verschwindend kleine, neue Kategorie von Menschen spezielle Gesetzesbestimmungen zu erlassen, ist schlicht nicht nötig. «Aus Mücken werden Elefanten gemacht. Und das Resultat ist schliesslich, dass Menschen unverhältnismässig bestraft werden und schutzbedürftigen Personen eine Flucht vor Folter und Tod verunmöglicht wird. Das geht so nicht», meint Andreas Lustenberger, Co-Präsident der Jungen Grünen Schweiz.

Verfahrensbeschleunigung als Vorwand

Legitimiert werden die Verschärfungen durch eine angeblich dringend notwendige Beschleunigung der Asylverfahren. Die dabei ebenso dringend geforderte Testphase ist indes keinesfalls zwingend, um dieses Ziel zu erreichen. Die in der Testphase vorgesehene Senkung der Beschwerdefristen von 30 auf 10 Tagen ist dafür ein gutes Beispiel: sie beschleunigt nicht, sondern verschärft. Für eine Senkung der durchschnittlichen Verfahrensdauer gäbe es indes heute schon probate Mittel. Melanie Aebli von den Demokratischen Juristinnen und Juristen formuliert es so: «Das Bundesamt für Migration schiebt die klaren Asylgesuche auf die lange Bank. Würden sie behandelt, so wäre dies der effektivste Weg zu einer drastischen Beschleunigung der Verfahren, die auch heute schon ohne grosse Umstrukturierungen oder eine Testphase umgesetzt werden könnte. Doch die Priorisierung dieser Fälle ist aus politischen Gründen, die einen Pull-Effekt beschwören, nicht vorgesehen. Zu behaupten, dass die Beschleunigung im Sinne der Flüchtlinge angestrebt wird, ist deshalb leider scheinheilig.»

Es ist das Machwerk der rechtskonservativen Politik der letzten 15 Jahre, dass die Schweizer Asylpolitik heute bedauerlicherweise von einem grossen Misstrauen gegenüber Flüchtlingen und Asylsuchenden durchzogen ist. Dabei machen diese gerade einmal 0,5 Prozent unserer Bevölkerung aus. Es sind Menschen, die Schutz oder Hilfe suchen. Diese zu gewähren sollte wieder als selbstverständlich und nicht als Unterstützung vermeintlichen Missbrauchs gewertet werden. «Wenn ich am 9. Juni JA stimme, dann schade ich Menschen, wenn ich NEIN stimme, kann ich ihnen helfen. Diese Hilfe zu gewähren ist für mich nur logisch und wenn ich dafür als 'Gutmensch' belächelt werde, dann bin ich ehrlich gesagt stolz darauf, ein solcher zu sein. Ich glaube, dass die meisten SchweizerInnen mir diesbezüglich zustimmen. Wir müssen aufhören, uns dafür zu verteidigen, dass wir andere verteidigen. Letzteres muss vielmehr wieder zur Normalität werden. Dann gewinnen alle.» Die Abstimmung am 9. Juni hat deshalb bezüglich dieser Frage einen Stellvertretercharakter, der weit über die detaillierten Inhalte hinausgeht.

Das Abstimmungskomitee Asylgesetz «NEIN am 9. Juni» ist breit abgestützt und wird von über 90 Organisationen, Gruppierungen, Gewerkschaften und politischen Parteien getragen.

Botschaftsverfahren – Menschen gehen unter ANDREAS LUSTENBERGER (CO-PRÄSIDENT JUNGE GRÜNE SCHWEIZ)

Dass eine Asylgesetzrevision, die seit 2006 ständig bearbeitet und verschärft wurde, der Dringlichkeit unterliegt, ist eine aussergewöhnliche Situation. Das Gleiche gilt für das Referendum, welches für einmal nicht von den grossen Parteien und Organisationen ergriffen und getragen wurde, sondern von vielen jungen aktiven Menschen. So standen beispielsweise viele Junge Grüne, aber auch viele, die sich stark in der freiwilligen Arbeit mit Asylsuchenden engagie-

ren, in den kalten Wintermonaten auf der Strasse. Total sind es über 90 Organisationen, welche eine neue, junge Generation vertreten, die sich gegen die vorgegebene Richtung von Parlament und Bund stellt und sich eine solche Schweiz **SO NICHT** vorstellen können und wollen.

Unsere Politik lässt Menschen untergehen

Mit der Abschaffung des Botschaftsasylys verbarrikadiert die Schweiz eine der wichtigsten Fluchtmöglichkeiten für schutzbedürftige Menschen. Der Weg ist zu, die Boote voll und oftmals schlagen sie Leck. Viele Menschen erreichen die Festung Europa nicht lebend. Jährlich sterben 1500 Menschen vor dieser Festung der Wohlstandsparanoia. Schlepperbanden werden durch die Abschaffung des Botschaftsasylys gefördert und für Arme, Frauen, Kinder, sprich für die Schutzbedürftigsten der Gesellschaft wird eine Flucht verunmöglicht.

Über das Botschaftsverfahren und das humanitäre Visum wird viel gesprochen und geschrieben, einige Fakten sollen hier Klarheit schaffen.

- Seit 1980 verzeichnete die Schweiz 46'369 Einreiseanträge aus dem Ausland.
- 13'853 Gesuche sind aktuell noch hängig. Sie stammen alle aus den Jahren 2006 bis 2012. Diese hängigen Gesuche machen rund 30% aller Gesuche aus!
- Seit 1980 erteilt die Schweiz 4'386 Einreisebewilligungen auf Einreiseanträge aus dem Ausland. Das sind 133 Einreisebewilligungen pro Jahr. 3904 Personen sind tatsächlich in die Schweiz eingereist.
- Von diesen 3904 Gesuchen, sind zurzeit noch 1233 hängig, also rund ein Drittel.
- Von den restlichen 2671 Gesuchen wurde in 2084 Fällen ein positiver Asylentscheid ausgestellt.
- Zusammen mit den vorläufig aufgenommenen Personen ergibt dies eine Schutzbedürftigkeitsquote von **96%**!

Die Schweiz war nicht das einzige Land, welche die Praktik des Botschaftsasylys kannte. Auch Frankreich führt unter einem anderen Namen ein ähnliches System. Zudem ist die EU bestrebt, ein Verfahren einzuführen, welches die Gesuchstellung im jeweiligen Land ermöglichen soll.

Mit der Abschaffung werden auch geographische Ausschlusskriterien geschaffen; ein Blick auf die Herkunftsländer zeigt dies in aller Deutlichkeit. Gesuche auf Schweizer Botschaften wurden in Ländern gestellt, die nicht in der Nähe der Schweiz liegen.

Herkunftsland	Anzahl Gesuche	% an Gesamtzahl
Afghanistan	102	0.5%

Äthiopien	822	4.1%
VR China (Tibet)	129	0.6%
Eritrea	6630	33.2%
Irak	397	2.0%
Kolumbien	2513	12.6%
Lybien	90	0.5%
Somalia	2068	10.3%
Sri Lanka	5387	26.9%
Syrien	310	1.6%
Türkei	652	3.3%

Humanitäres Visum & Drittstaatenregelung

Bund und Parlament nennen das humanitäre Visum als ebenbürtigen Ersatz für das Botschafts asyl. Bereits hier wird man stutzig, denn wieso sollte das Parlament etwas abschaffen, für das es bereits einen ebenbürtigen Ersatz gibt. War das Botschafts asyl all die Jahre über redundant?

Bei genauerem Betrachten werden die Differenzen aber sichtbar und es zeigt sich, dass das humanitäre Visum bei Weitem kein Ersatz für das abgeschaffte Botschafts asyl bietet.

Das Verfahren des humanitären Visums schliesst all jene Flüchtlinge vom Verfahren aus, die sich bereits in einem Drittstaat befinden. Die EritreerInnen und SomalierInnen, die zusammen 43.5% der Botschaftsgesuche in den letzten Jahren stellten, müssten ein humanitäres Visum in einem Drittstaat einreichen, da in ihrem eigenen Land keine Schweizer Botschaft existiert. Sie sind somit fortan vom Verfahren eines humanitären Visums ausgeschlossen.

Leider ist davon auszugehen, dass auch in Zukunft auf der Welt Kriege toben werden und schutzbedürftige Menschen fliehen müssen. Mit der Abschaffung des Botschafts asyls ist die Schweiz mitverantwortlich für Folter und Tod. Eine solche Schweiz wollen wir uns nicht vorstellen und plädieren deshalb vehement für das **NEIN** am **9 Juni** zu diesen unmenschlichen Verschärfungen.

KRIEGSDIENSTVERWEIGERUNG DARF KEIN AUSSCHLUSSGRUND FÜR ASYL SEIN

JOSEF LANG (VIZEPRÄSIDENT GRÜNE SCHWEIZ / GSOA VORSTAND)

Diese zehnte Revision des Asylgesetzes innerhalb von weniger als 30 Jahren, die vierte innerhalb eines Jahrzehnts, ist die politischste aller bisherigen. Sie trifft die am meisten Schutzbedürftigen und die denkbar politischsten Flüchtlinge: die Kriegsverweigerer!

Vor dem Hintergrund des Bürgerkriegs in Syrien, wo die Kriegsdienstverweigerungen die einzige Chance waren, den Despoten ohne Blutvergiessen zu stürzen, ist der Ausschluss der Kriegsdienstverweigerung als Asylgrund besonders grotesk. Hinter diesem Revisionspunkt, der die gefährdetsten aller Flüchtlinge trifft, steckt Christoph Blocher. Am 20. Dezember 2005 hatte die (inzwischen ins Bundesverwaltungsgericht (BVG) überführte) Asylrekurskommission (ARK) ein Grundsatzurteil veröffentlicht, wonach die Bestrafung von Militärdienstverweigerung und Kriegsdienstverweigerung in Eritrea unverhältnismässig streng und deshalb als politisch motiviert einzustufen sei. Die betroffenen Personen seien deshalb als Flüchtlinge anzuerkennen. Das bedeutete eine Desavouierung Blochers und des Bundesamtes für Migration (BFM). In der Folge setzte die SVP massiv Druck aus, diesen Entscheid über eine Gesetzesänderung auszuhebeln.

Die bundesrätliche Verschärfung ...

Im Mai 2010 schlug der Bundesrat folgenden neuen Absatz 3 zu Artikel 3 des Asylgesetzes vor: *„Keine Flüchtlinge sind Personen, die einzig wegen Wehrdienstverweigerung oder Kriegsdienstverweigerung ernsthaften Nachteilen ausgesetzt sind oder begründete Furcht haben, solchen Nachteilen ausgesetzt zu werden.“* Der Ständerat, der am 12. Dezember 2011 als Erstrat die Asyl-Revision beriet, unterstützte diese Verschärfung mit 24:14 Stimmen.

Zur Kommissionsminderheit gehörte der CVP-Fraktionschef Urs Schwaller: *„Erstens würde, das geht auch aus einem Schreiben des UNO-Hochkommissariats für Flüchtlinge hervor, der vorgeschlagene Ausschluss von Wehrdienstverweigerern und Deserteuren von der Flüchtlingseigenschaft eine Abweichung vom Flüchtlingsbegriff der Genfer Flüchtlingskonvention darstellen, und das ist im internationalen Kontext ein Alleingang.“* (Auf „zweitens“ komme ich noch zu sprechen.)

... wird durch den Nationalrat entscheidend verschärft

Die Sprecherin der Kommissionsmehrheit, Christine Egerszegi-Obrist (FDP), wies dann auf das Wörtchen „**einzig**“ hin und sagte, dass dank **dieser** Bestimmung Kriegsdienstverweigerung weiterhin ein Asylgrund sei, sofern wegen ihr „eine unmenschliche Behandlung“ drohe. Der Nationalrat hat dann die bundesrätliche Bestimmung zusätzlich und entscheidend verschärft, indem er das Wörtchen „**einzig**“ strich. Andreas Gross (SP), der mit dem bundesrätlichen Vorschlag hätte leben können, führte am 13. Juni 2012 aus, was diese Streichung bedeutet: *„Einer, der Wehrdienstverweigerer ist, hätte dann nicht mehr das Recht, um Asyl zu ersuchen, er könnte keinen Flüchtlingsstatus mehr erhalten.“*

Die vorliegende Bestimmung lautet: Kriegsdienstverweigerung ist als Asylgrund ausgeschlossen!

Falsches Symbol, verschärfte Praxis

„Zweitens“ brachte Urs Schwaller gegen die ständerätliche Verschärfung zusätzlich eine Kommissions-Aussage von Bundesrätin Sommaruga vor: „*Das ist Politik im Symbolbereich*“. Es stellen sich hier zwei Fragen: Was für ein Signal sendet dieses Symbol aus? Hat die Revision - insbesondere nach der Streichung des Wörtchens „*einzig*“ - nicht sehr wohl spürbare Folgen für die Deserteure?

Zum Symbolischen: Dieser ausdrückliche Ausschluss der Kriegsdienstverweigerung als Asylgrund bedeutet: Kriegsdienstverweigerung ist etwas Dubioses. Eine solche Haltung, die wir auch aus anderen Ländern kennen, passt zum traditionalistischen Widerstand und zum immer noch herrschenden Misstrauen gegen den Zivildienst. Kommt dazu: Wenn eine Revision praktisch nichts bringt, wozu macht man sie dann?

Zum Praktischen: Am 6. Juli 2012 hat der UNO-Menschenrechtsrat gegen Eritrea eine Resolution verabschiedet (www.ohchr.org), in der u.a. die Verfolgung „*von Angehörigen von Personen*“, die den sogenannten Nationaldienst verweigern, verurteilt wird. Ich unterrichtete einen Eritreer, dessen Vater prompt verhaftet wurde, nachdem sein Sohn an der Front desertiert ist. Asyl ermöglicht den Familiennachzug, die vorläufige Aufnahme nicht. Vor allem aber bedeutet die „*vorläufige Aufnahme*“ eine viel grössere Unsicherheit als das Asyl. Und das für Menschen, die – in aller Regel für eine gute Sache – riesige Risiken eingegangen sind. Kriegsverweigerer sind, gerade weil ihr Verhalten als „*Landesverrat*“ gilt, besonders auf Sicherheit angewiesen.

Das Wichtigste an dieser hochpolitischen Verschlechterung aber ist deren **Botschaft:** Wer den Krieg, beispielsweise den für Assad, verweigert, ist aus helvetischer Sicht nicht asylwürdig. Diesem Rückschritt zuzustimmen, bedeutet zusätzlich eine Desavouierung des Friedens als Wert an sich. Für Pazifistinnen und Pazifisten ist die Bekämpfung dieser Revision deshalb auch eine Grundsatfrage.

DRINGLICHKEIT & BESONDERE ZENTREN MELANIE AEBLI (GESCHÄFTSLEITUNG DJS / RECHTSBERATERIN FREI- PLATZAKTION ZÜRICH)

Zur Dringlichkeit der Vorlage

Die Vorlage 3 der Asylgesetzrevision konnte am 28. September 2012 sofort in Kraft treten, weil die Vorlage kurzerhand als dringliches Bundesgesetz deklariert wurde, obwohl die formellen Voraussetzungen dazu als nicht gegeben erscheinen.

- Gemäss Art. 165 der Bundesverfassung kann ein Bundesgesetz dringlich erklärt werden, sofern es keinen Aufschub duldet.
- Es muss eine zeitliche und sachliche Dringlichkeit bestehen. Ein Aufschub des Inkrafttretens muss wichtige öffentliche Interessen, namentlich

Polizeigüter, gefährden und die Nachteile, die dadurch entstehen, weil das Gesetz nicht unverzüglich Geltung erlangt, dürfen nicht wiederzumachen sein.

- Es sich um rechtspolitisch gewichtige Anliegen handeln.
- Zeitliche Dringlichkeit besteht, wenn die Gesetzesänderung keinen Aufschub duldet und wenn es um ein plötzliches Ereignis geht.
- Welcher irreparable Schaden nimmt die Schweiz, wenn sowohl eine Delegationsnorm als auch die Abschaffung des Botschaftsasyls oder die Anpassung des Flüchtlingsbegriffs nicht sofort angewendet werden kann?
- Sind die steigenden Asylgesuchszahlen ein plötzliches Ereignis? Dauern die Asylverfahren erst jetzt plötzlich zu lange?

Zudem wird schon seit Jahren über die Abschaffung des Botschaftsasyls und die Verweigerung des Asyls für Deserteure diskutiert, dass es sich kaum um ein plötzliches Ereignis, das keinen Aufschub mehr duldet handeln kann.

Die Rechtsgüterabwägung zwischen dem öffentlichen Interesse an einem sofortigen Inkrafttreten und der Einschränkung der Volksrechte, des Legalitätsprinzips (demokratischer Aspekt) und der plötzlichen Beschneidung von Rechten Asylsuchender Menschen kann unmöglich zu Gunsten der Dringlichkeit ausfallen.

Wenn man zur Illustration die dringlichen Bundesgesetze der letzten dreizehn Jahre anschaut, dann fällt die Notwendigkeit dieser Anpassungen im Asylgesetz nicht in dieselbe Kategorie.

Dass neben erneuten Verschärfungen mit dieser Vorlage nun auch rechtsstaatliche Prinzipien missachtet werden, ist nicht akzeptabel.

Besondere Zentren

In Art. 26 des Asylgesetzes wurden neu drei Absätze aufgenommen, die das Bundesamt für Migration dazu ermächtigen, eine bestimmte Gruppe aufgrund ihres „Verhaltens“ in besonderen Zentren unterzubringen. Dabei soll es sich um Asylsuchende handeln, die „die öffentliche Sicherheit und Ordnung gefährden oder die durch ihr Verhalten den ordentlichen Betrieb der Empfangsstellen erheblich stören“.

In der Ausführungsbestimmung in der Asylverordnung 1, zu welcher vor ein paar Wochen ein Anhörungsverfahren durchgeführt wurde und in dem erläuternden Bericht dazu wird grob ausgeführt, wer einem solchen besonderen Zentrum zugeführt werden soll. Der Ermessensspielraum bleibt dabei sehr weit. So weit wie die Bedeutung des Begriffs „Renitenz“.

Welche Regeln in den Zentren gelten oder welche Betreuung in diesen Kollektivunterkünften gewährt werden sollen, scheint noch nicht bestimmt zu sein. Die Absicht besteht jedoch klar darin, Asylsuchende, die nicht in der Masse kooperieren, wie es sich die Behörden vorstellen oder die potentiell kriminell sind

(präventive Überlegungen werden beim Entscheid zur Zuweisung berücksichtigt), gesondert unterzubringen und deren Bewegungsfreiheit einzuschränken.

Gemäss der ausführenden Verordnung sollen die Menschen in den besonderen Zentren nur noch mit Sachleistungen unterstützt werden, dies auch wenn sie an Beschäftigungsprogrammen teilnehmen, bei denen anderen Asylsuchenden etwas ausbezahlt wird.

- Es wird hier unbegründet eine „neue Kategorie“ asylsuchender Menschen geschaffen
- Die offensichtlichen Nachteile und die Ungleichbehandlung aufgrund vagen Formulierungen und willkürlichen Zuweisungen ist nicht zu rechtfertigen.
- Es wird unnötig stigmatisiert, da eine Person, die einmal als „renitent“ eingestuft wurde auch zu einem späteren Zeitpunkt deswegen Nachteile erleiden kann.
- Durch die vagen Formulierungen ist die Gefahr willkürlicher Zuweisungen sehr gross.
- Gemäss den Ausführungen des BFM kann ein Verdacht auf eine kriminelle Handlung oder ein Verlassen des Empfangszentrums ausserhalb der Ausgehzeit genügen.
- Hinsichtlich der bestehenden Möglichkeiten und Gesetzeslage ist die Schaffung besonderer Zentren überflüssig. Es gibt ein Strafgesetzbuch, das bei der klaren Erfüllung von Straftatbeständen angewendet wird. Für Verstösse gegen die Hausordnung gibt es Disziplinierungsmassnahmen.
- Die Verschlechterung der Lebensbedingungen erschwert den Asylsuchenden, sich in der Schweiz zurecht zu finden. Überall wird Integration gefordert. Hier wird die Integration erschwert.
- Wenn die Beschwerdemöglichkeit gegen die Zuweisung in ein besonderes Zentrum erst mit dem Endentscheid angefochten werden kann, dann verkommt hier die Gewährung der richterlichen Überprüfung zur Farce. Die Nachteile sind zu gross, als dass eine Beschwerdemöglichkeit nicht sofort eingeräumt werden muss.
- «Störende Element» sollen isoliert werden, ohne den Problemen, die dahinter stehen, auf den Grund zu gehen. Das Verhalten wird nicht untersucht und nichts zur Veränderung ins „Positive“ gemacht. Vielmehr wird einem Verhalten, das oftmals auf Perspektivenlosigkeit oder Unterbeschäftigung beruht, mit Repression begegnet. Eine solche Politik ist erschreckend.